

le monde libertaire

rédaction
administration
3 rue fernaux
75011 paris
805 34 08
ccp publico
11289 15 paris

Organe de la Fédération Anarchiste

N 262 JEUDI 30 MARS 1978 3F

hebdomadaire

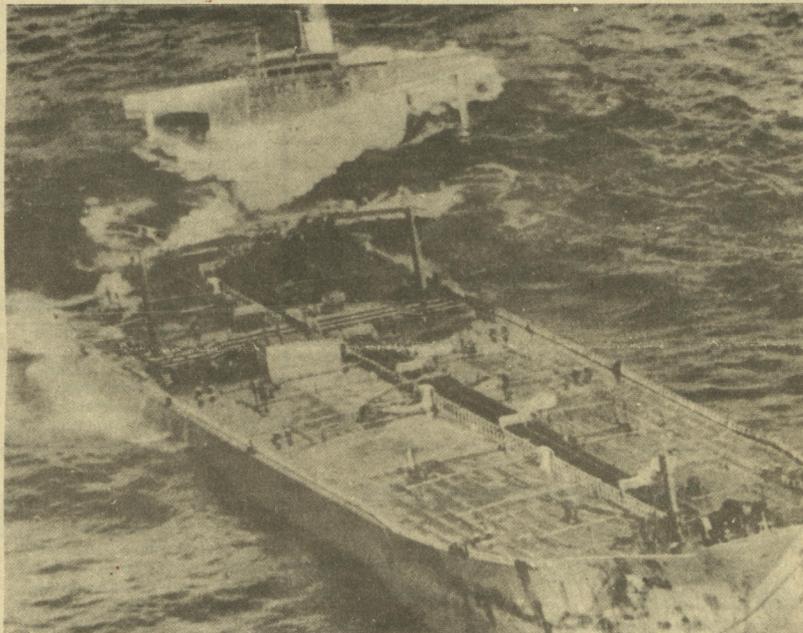
Editorial

Le théâtre de la république vient de fermer ses portes et en attendant que le rideau se relève sur la comédie de rentrée parlementaire, second acte du spectacle, le personnel politique de droite comme de gauche défile sous les lambris de l'Elysée pour se livrer à un rituel destiné à sauver la face et à échanger des poignées de main de la consistance de celles qu'échangent les émirs arabes après chaque massacre de populations du Moyen Orient! Certes il reste dans le cœur de ces personnages qui se sont affrontés avec passion pour arriver au pouvoir, des rancunes tenaces, mais le temps n'est pas encore venu de les assouvir et, cahin-caha, la bande des quatres va travailler à recoller les morceaux du système pour parer au plus pressé! Côté cour ou côté jardin, nous allons les voir se répartir les rôles de la comédie bouffe qu'ils s'approprient à nous jouer pour nous faire avaler la médication que Monsieur Barre nous prépare. Réajuster les rapports entre la minorité et la majorité sans soulever la colère de Monsieur Chirac ou de Monsieur Marchais, nettoyer les vieux mythes de patrie pour préparer l'union nationale, faire appel à l'intérêt du pays pour contenir les syndicats, ne pas être facile même si le gouvernement nouveau arrache quelques plumes à l'ex programme commun de la gauche, pour en parer le nouveau plan de gouvernement.

Tous les problèmes économiques soigneusement écartés pendant la période électorale vont saisir le nouveau gouvernement à la gorge. Et tout d'abord l'emploi! Les jeunes qu'on a casés dans des stages en attendant l'élection de la nouvelle Assemblée nationale vont se retrouver à l'Agence nationale pour l'emploi où ils retrouveront les nouveaux chômeurs du mois de février et où viendront les rejoindre, à la fin de l'été, de nouvelles vagues de jeunes mis sur le pavé à la sortie de l'université. Les petites et moyennes entreprises au bord de la faillite et soutenues artificiellement par le pouvoir et ses préfets pendant la période électorale, vont s'écrouler! Les grosses entreprises de sidérurgie, de métallurgie, du textile, d'autres encore qui se maintiennent que grâce au crédit de l'Etat vont encore devoir faire appel à l'argent public. Ils verront leur direction mise en tutelle par les agents de l'Etat ce qui ne sera rien d'autre qu'une nationalisation camouflée, avec cette différence toutefois que les bénéfices continueront à être servis aux actionnaires. Les prix contenus vont de nouveau s'envoler et faire monter l'indice, le gouvernement en augmentant les transports, la poste, en rétablissant la liberté des prix dans le secteur privé pour faire plaisir à Ceyrac et au patronat va donner l'exemple. La baisse du dollar voulue par les américains à qui elle permet de relancer son marché extérieur, va provoquer une nouvelle hausse du pétrole qui sera suivie d'une hausse des matières premières que nous importons ce qui augmentera le prix des objets que nous fabriquons! ceux-ci n'étant plus compétitifs sur le marché international resteront dans nos entrepôts! On n'en fini pas de prévoir toutes les mutations qui vont intervenir une fois le goulot électoral franchit!

Cette situation de guerre économique, l'électeur abêti la contemple sans comprendre, prêt à s'accrocher au programme de Blois comme en 1973 il s'accrochait au programme de Provins, comme pour un temps il s'est accroché au programme commun! L'électeur a besoin d'un programme rassurant, comme le spectateur a besoin d'une affiche alléchante pour aller voir un navet au cinéma de quartier. Ceux qui comme nous, lui disent qu'aucun programme ne le sortira de la situation où le système capitaliste a plongé l'humanité lui semblent débarquer d'un autre monde. Et pourtant si un instant assoupis les politiciens vont se réveiller pour réclamer leur part du gâteau, les travailleurs eux aussi sortiront de leur léthargie pour secouer le vieil arbre sous lequel s'abrite le régime et pour comme leur ancêtre planter l'arbre de la liberté! Et à cet instant on peut penser que le maniérisme et la dentelle sur lesquels Giscard assoie sa politique ne pèseront pas lourd dans la balance. Un certain nombre d'imbéciles imbus de modernisme prétendent sortir le pays de la crise à l'aide du parlementarisme, de l'électoratisme, voir de l'autoritarisme. Nous les anarchistes nous pensons que le problème est un problème de société et que démolir une société de classes, c'est déjà jeter les bases d'une société différente. Naturellement démolir une société de classes c'est plus difficile que de voter tous les cinq ans, mais il suffit de feuilleter l'histoire pour s'apercevoir que c'est plus efficace!

Du pétrole dans la mer,



PROFIT D'ABORD !

La mer est calme, le fond de l'air est frais, un petit crachin vient se figer sur toute âme qui vive, porté par le vent, carressant la coque du pétrolier libérien « Amoco Cadiz ».

A bord, une légère avarie au niveau de l'hélice a transformé le fringant pétrolier en une épave avant la lettre. Les monstres, dans un souci de rentabilité ne sont équipés que d'une machine, une hélice, dotées du maximum d'électronique pour économiser sur l'équipage et du plus fort tonnage possible, obéissant strictement à la loi du profit maximum au détriment de la sécurité minimum. Autrefois, une avarie à la barre était réparée par l'équipage composé de marins qualifiés pour lesquels réparer une hélice en mer ou faire donner un moteur sur deux était l'ABC de leur profession.

navire hors des courants marins du large afin de pouvoir le conduire dans le port de Brest, une remontée à contre-courant étant quasiment impossible pour un seul remorqueur.

Dans la soirée du 16 Mars le câble de traction cède suivi du second laissant le pétrolier à la merci d'un vent de 90Km/h qui soufflait sur la terre, poussant progressivement l'épave vers les rochers des hauts-fonds.

Malgré le manque de techniciens et du matériel dénoncé précédemment, tout était encore possible; en effet, un fort courant marin aurait dérivé le navire au large des côtes permettant un dépannage facile et sans danger. C'est alors que le capitaine du pétrolier demande à un remorqueur de haute-mer d'intervenir par grand vent contraire, afin de remorquer l'« Amoco Cadiz » jusqu'au port. Celui-ci tracta le

La nuit tombait, couvrant d'un voile d'ombre les sordides tractations qui allaient se poursuivre jusqu'à ce que le drame fut consommé et même au-delà.

Il faut retenir que l'utilisation d'un remorqueur de haute-mer coûte très cher. Pour chaque remorqueur il est de 10% de la valeur du pétrolier et 10% du prix de la cargaison, ce qui explique pour une grande part les palabres entre le commandant de l'« Amoco-Cadiz » et le commandant du remorqueur « Pacific » qui s'entêtaient à vouloir garder le marché, ainsi que les représentants de la Shell sous la couverture de l'Amoco International, Société Pétrolière Américaine qui a son siège social au Libéria!

La pusillanimité du commandant de l'« Amoco Cadiz » fut le dernier élément qui fut générateur de la catastrophe.

Dans la nuit le Pétrolier s'échoua en éventrant deux des quinze cuves d'une contenance de 150 000 tonnes de brut.

Les techniciens maritimes assurèrent que les cuves restées intactes résisteraient aux assauts des paquets de mer, le constructeur affirma que le bateau pouvait être renfloué ou tout au moins maintenir à flot pour permettre l'évacuation du pétrole,

FOP.2520

Liste des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AIN : OYONNAX
 ALLIER : MOULINS
 ALPES-MARTIMES : NICE
 AUDE : NARBONNE
 B.-D.-R. : MARSEILLE - AIX
 CALVADOS : HEROUVILLE - CAEN
 DORDOGNE : PERIGUEUX
 DOUBS : BESANCON
 EURE-ET-LOIR : GROUPE BEAUCERON
 GIRONDE : BORDEAUX
 ILLE-ET-VILAINE : RENNES
 INDRE-ET-LOIRE : TOURS
 ISERE : BOURGOIN - GRENOBLE
 LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES
 LOT : GROUPE DEPARTEMENTAL
 LOT-ET-GARONNE : FUMEL - AGEN
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
 MANCHE : ST-LO
 MORBIHAN : LORIENT
 NIEVRE : NEVERS
 NORD : LILLE - ROUBAIX - TOURCOING
 PYRENEES-ATLANTIQUES : BAYONNE
 BIARRITZ
 RHONE : LYON
 HTE-SAVOIE : ANNECY
 SEINE-MARITIME : ROUEN - LE HAVRE
 GROUPE ESTUDIANTIN DE ROUEN
 SOMME : AMIENS
 TARN-ET-GARONNE ET AVEYRON : VILLEFRANCHE DE ROUERGUE
 VAR : REGION TOULONNAISE
 YONNE : FEDERATION DEPARTEMENTALE
 HTE-VIENNE : LIMOGES

BELGIQUE
 SUD-LUXEMBOURG

LIAISONS PROFESSIONNELLES

LIAISON INTER-ENTREPRISES DES ORGANISMES SOCIAUX
 LIAISON DES POSTIERS (édite Gestion Directe)
 LIAISON DES CHEMINOTS (édite Voie Libre)
 LIAISON DU LIVRE
 CERCLE INTER-ENTREPRISES DE CALBERSON (Paris 18°)
 CERCLE INTER-BANQUES

REGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis dans les arrondissements suivants: 2°, 5°, 10°, 11°, 13°, 14°, 15°, 16°, 18°, 19°, 20°.

BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTONY
 - GROUPE ESTUDIANTIN DE FRESNES-ANTONY
 - MASSY-PALAISEAU
 - MASSY
 - ORSAY-BURES
 - SAVIGNY SUR ORGE
 - CORBEIL ESSONNES
 - BRUNOY ET LIAISON SEINE-ET-MARNE

BANLIEUE EST

- GAGNY
 - NEUILLY SUR MARNE
 - CHELLES
 - MONTREUIL

BANLIEUE OUEST

- GROUPE DES YVELINES
 - ISSY LES MOULINEAUX - MEUDON
 BOULOGNE BILLANCOURT

BANLIEUE NORD

- AULNAY SEVRAN
 - VILLENEUVE LA GARENNE
 - LEVALLOIS
 - ASNIERES
 - COURBEVOIE COLOMBES

LIAISONS

De l'Aisne, Sisteron, de l'Aube, La Ferté-Macé - Fiers, La Rochelle, Vierzou, Bégard, Lannion, Châteauroux, Concarneau, Amboise, Chinon, Montpellier, Lons-le-Saunier, St-Sever, St-Etienne, Le Puy, Nantes, Vendôme, Montoire, Blois, Coutances, Laval, St-Lô, Vannes, Clermont-Ferrand, Strasbourg, Nord Seine-et-Marne, Albert, Brest, Centre-Bretagne, Poitiers.

Permanences des groupes

Groupes de Marseille: le samedi de 14 h 30 à 17 h au local de «Culture et liberté», 72, Bd. Eugène Pierre, 13005 Marseille.
 Groupe de Lyon: le samedi de 15 h à 17 h, Palais du Travail (salle 25) à Villeurbanne.
 Région toulonnaise: le samedi de 15 h 30 à 19 h au local du cercle Jean Rostand, rue Montebello à Toulon.
 Groupe du Havre: Au Cercle d'Etudes Sociales 16, rue Jules Teller du Havre, le lundi de 14 h à 19 h, le mercredi de 18 h à 21 h, et le samedi de 18 h à 21 h.
 Groupe Jacob: le lundi de 18 h à 20 h et le samedi de 14 h à 16 h, au 51, rue de Lappe, Paris 11°.
 Groupe Emma Goldman: le jeudi de 17 h à 20 h et le samedi de 16 h à 18 h, au 51, rue de Lappe, Paris 11°.
 Groupe Louise Michel: tous les samedis de 17 h 30 à 19 h, au 10, rue Robert Planquette à Paris 18°.
 Groupe Berneri: le samedi de 14 h à 17 h, au 58, rue des Vinaigriers à Paris 10°.
 Groupe d'Amiens: les seconds et quatrièmes samedis de chaque mois, salle Dewailly à Amiens.
 Groupe Courbevoie-Colombes: les seconds et quatrièmes samedis de chaque mois, de 14 h à 17 h, à la MJC de Courbevoie, 184, Bd. St-Denis à Courbevoie.

PRENEZ CONTACT AVEC NOS GROUPES EN ECRIVANT AUX RELATIONS INTERIEURES
 PUBLICO - 3, rue Ternaux - 75011 PARIS

VOLINE

- La révolution inconnue (3 tomes)..... 28,50

M. LAISANT

- La pilule ou la bombe..... 21

M. JOYEUX

- Le consulat polonais..... 10
 - L'anarchie dans la société contemporaine..... 45
 - Mutinerie à Montluc..... 22

N. MAKHNO

- La révolution russe en Ukraine..... 18

J. GRAVE

- 40 ans de propagande anarchiste..... 56,40

A. SKIRDA

- Kronstadt 1921..... 30

G. LEVAL

- Espagne libertaire 36-39..... 35
 - La pensée constructive de Bakounine..... 25

P. AVRICH

- La tragédie de Kronstadt 1921..... 13

E. THOMAS

- Louise Michel..... 41,35

LOUISE MICHEL

- Mémoires..... 40

COEURDEROY

- Pour la révolution..... 40

La liaison de Poitiers, qui vient de naître, appelle les libertaires et sympathisants de Poitiers et des environs à prendre contact avec elle. Ecrire aux Relations Intérieures qui transmettront.

Le groupe anti-autoritaire E. Masson de Concarneau, appelle les libertaires du sud-finistère à prendre contact avec lui. Ecrire aux Relations Intérieures qui transmettront.

Un groupe libertaire se forme sur Grenoble et sa banlieue. Les libertaires, sympathisants et lecteurs du *Monde Libertaire* peuvent se mettre en contact avec nous en écrivant à Publico.

La liaison de l'Aisne, constituée depuis un an, appelle à un regroupement des libertaires de Laon, Château-Thierry, St-Quentin, Villers-Cotterets, ainsi que les camarades des départements limitrophes dont les Ardennes et la Marne.

La liaison des cheminots de la Fédération Anarchiste annonce que VOIE LIBRE N° 4 est en vente à Publico Prix: 1 F

Directeur de la publication Maurice LAISANT
 Commission paritaire n° 55635
 Roto-groupe 78
 93 - Saint-Denis
 Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
 Diffusion SAEM Transport Presse
 Routage 205 - Publi Routage

DES LIVRES

COMMUNIQUE

A la lecture des résultats des élections législatives, les travailleurs ne manquent pas d'en tirer conséquences et enseignements. Leur espoir trompé par les partis qui sont censés les représenter et qui ont été plus préoccupés de servir leur politique partisane et leurs intérêts particuliers que les «intérêts» des travailleurs, ne voit dans ces élections que les moyens d'étendre leur influence.

Face à une majorité de la population qui défend avec âpreté ses intérêts petits-bourgeois, les travailleurs et la population consciente savent désormais que le «changement», leur émancipation, ne passent pas par les urnes, mais par une prise en main directe et effective de leurs intérêts sans délégation inconditionnelle de leur pouvoir.

La Fédération Anarchiste rappelle que la prise du pouvoir politique par les partis se déclarant de la classe ouvrière n'a jamais abouti et n'aboutira jamais à créer les conditions de son émancipation.

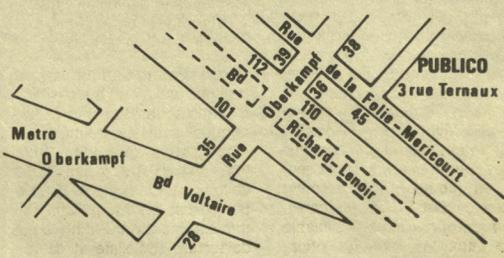
La Fédération Anarchiste invite, d'une part, les travailleurs et la population à laisser les partis politiques à leurs magouilles pré et post électorales et, d'autre part, les invite à forger eux-mêmes les moyens pour créer les véritables chances de leur émancipation en prenant, sans attendre, tous les aspects de leur vie en main et en luttant dès aujourd'hui par les moyens qui leur semblent les plus adéquats contre les représentants de l'exploitation et de l'oppression.

Action directe des travailleurs et de la population, prise en main effective de nos intérêts doivent mettre en place les bases nécessaires à l'avènement d'une société fédéraliste et autogestionnaire, seule capable de réaliser l'épanouissement de l'individu dans une collectivité juste et harmonieuse.

Fédération Anarchiste Française

La librairie Publico est ouverte du mardi au vendredi de 14 heures à 19 heures et le samedi de 10 heures à 19 heures.

POUR NOUS TROUVER PLUS FACILEMENT



LE MONDE LIBERTAIRE

Redaction-Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris
 Tel. 805.34.06
 CCP Publico 11289 15 Paris

TARIF		
France	Sous pli fermé	Etranger
3 mos 35 F	55 F	40 F
6 mos 45 F	110 F	80 F
12 mos 125 F	210 F	150 F

Abonnez-vous

BULETIN D'ABONNEMENT
 à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom..... Prénom.....
 N°..... Rue.....
 Code postal..... Ville.....
 à partir du N°..... (inclus)..... Pays.....
 Abonnement Reabonnement
 Règlement (à joindre au bulletin):
 Cheque postal Cheque bancaire Mandat-lettre
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 1 F en timbre poste.

DES MILITAIRES PROXENETES !

Un bordel situé dans le plus beau fleuron de nos armées, j'ai nommé: la légion! Une sombre histoire en réalité et qui n'est pas faite pour redorer le blason déjà bien terni de la «canaille militaire».

Dernièrement s'ouvrait à Marseille un procès ou plutôt une mascarade de justice sur ce qu'il est convenu d'appeler désormais l'affaire du «pouf» de Calvi. Ambiance de grand apparat bien sûr, une vingtaine d'avocats pour 17 inculpés, et surtout des absents... mais nous y reviendrons plus loin.

Tout d'abord un bref retour en arrière jusqu'en septembre 76. C'est en effet à cette époque qu'a lieu l'arrestation, à l'Isle-sur-Sorgue, dans le Vaucluse, d'un proxénète, Jean-François Marchetti, familier du milieu et de la traite des blanches; on le dit introduit de très près dans le gang des «lyonnais». Cet homme «protège» une jeune femme, Noëlle Cerf, qui déclare n'être pas très contentante, mais, plus grave, affirme avoir été séquestrée pendant près de deux ans, à Calvi, dans un bordel de la légion

étrangère. Deux ans pendant lesquels Noëlle Cerf fera entre 60 et 80 «clients» par jour. Détenu dans l'enceinte militaire, elle travaille avec 5 autres femmes à l'assouvissement de nos «chauds» légionnaires. Le bordel fait donc bien partie intégrante du camp, il est géré par une mère maquereelle, Pauline Delbard, sous l'enseigne de «foyer culturel»; on sait bien, depuis la nuit des temps, que l'armée a toujours eu une étrange conception de la culture! De plus, les femmes sont portées sur les registres du camp, avec interdiction formelle d'en sortir; de toutes façons, un «ingénieux» système de jetons les prive de tout argent de poche, ce qui évite une éventuelle escapade. Ces jetons, vendus 7F l'un, le légionnaire se les procure au foyer du camp, et quand il décide de «monter», il se rend au «centre culturel». Là, il verse un nombre de jetons en fonction de la nature et de la durée des plaisirs qu'il désire. Voilà le fond de cette répugnante affaire.

C'est le lundi, jour de permission pour les prostituées,

que s'effectue la conversion des jetons en billets de banque, ce dans les locaux de l'intendance où l'un tient même une comptabilité (ce fichier disparaîtra malencontreusement durant l'instruction). Le fait accablant, c'est que sur 7F les femmes n'en touchent que 5, car la légion en perçoit, eh oui, 2 au passage!

Le proxénétisme militaire ne fait donc aucun doute, mais le parquet va trouver tout-à-fait déraisonnable de les inculper, dame! Les militaires de l'autre côté de la barrière, vous n'y pensez pas! Le colonel de la légion de Calvi ne sera pas sur le banc des accusés, de même le commandant et le médecin du régiment s'excuseront de leur absence par lettre, ben voyons? Dans cette affaire, les militaires ne faisaient finalement que séquestrer et vendre, pas de quoi être inculpés ni même témoins, on s'occupera uniquement des pourvoyeurs. Quant aux femmes, principales victimes, on en parlera tout de même un peu durant ce procès, au travers de leurs témoignages acca-

blants sur ce qu'elles ont pu endurer pendant leur passage à Calvi. Le procureur, la larme à l'oeil, évoquera les conditions de vie particulièrement inhumaines des prostituées. Un beau discours en vérité, mais nous savons très bien ce que valent les beaux discours!

L'affaire, mise en délibéré, aura permis à la légion de sortir blanche; le «pouf» de Calvi continuera de fonctionner tranquillement, ainsi que bien d'autres d'ailleurs. Le procureur ayant requis des peines pour chacun des protagonistes, la plus lourde fut pour Marchetti: 4 ans de prison

ferme.

Mettre des hommes derrière des barreaux n'a jamais rien résolu, les anarchistes en sont bien conscients, et combien de grands proxénètes parmi ces juges et autres laquais de l'appareil judiciaire! C'est aux tares de cette société qu'il faut s'attaquer. L'armée en est une belle illustration. Une transformation complète et qui passe entre autres par la suppression de toutes ces armées qui pourrissent le monde!

Denis LAROUSSINIE
Groupe Libéraire de Marseille

ABONNEZ-VOUS A

«VOLONTE ANARCHISTE»

édition du Groupe Fresnes-Antony

60 F 8 numéros à envoyer é rue Ternaux Paris 75011
au nom d'A.S.H. ccp 21 600 4 a c paris

En s'abonnant on peut recevoir les numéros déjà parus
(compris ainsi dans l'abonnement)

No 1 Réflexions sur l'anarchisme de M. Fayolle

No 2 Capitalisme, restructuration et lutte de classes de
Crescita Politica

No 3 Les anarchistes et les élections

Le numéro 7 F en vente à Publico

Une interview à Faire,

LE POIDS DU STALINISME

Nos fins dialecticiens communistes n'auront pas fini d'occuper l'avant-scène du guignol national. Après les mois et les années de cuisine politique, dont l'échec de la gauche le 19 mars n'a été qu'une péripétie, la tambouille idéologique continue de fermenter: nous avons droit à présent à une toute nouvelle interprétation du stalinisme. Jean Ellenstein, l'un des directeurs du CERM (Centre d'études et de recherches marxistes) a accordé une interview à la revue socialo «Faire».

Les représentants officiels de l'éminente doctrine marxiste n'en peuvent plus d'expliquer et d'interpréter les erreurs historiques du léninisme; les bureaucrates du PCF jetaient à la figure de l'électorat potentiel quelques fanfaronnades soigneusement formulées, destinées à maquiller un tantinet l'image de marque du parti, principalement en affirmant la volonté de s'émanciper de la tutelle moscovite. S'éloignant verbalement du Kremlin ne pouvait faire oublier les décennies de lâches soumissions au stalinisme, et ce d'autant plus que cette nouvelle attitude sentait bougrement l'intéressement électoral. Etant donné le caractère historiquement indéniabilité des faits, malgré les falsifications véreuses et les retours de

veste trop indignés pour être honnêtes, Jean Ellenstein en tant que tel, purement et simplement en affirmant «qu'à la limite le stalinisme n'existe pas!» Il continue: «Il (le stalinisme) n'est que la forme qu'a revêtue la toute puissance de l'Etat, dans des conditions historiques déterminées qui étaient celles de la Russie soviétique des années trente».

Ce que semble découvrir là cet éminent directeur du CERM n'est qu'une forme, quoique très superficielle, de ce qu'ont toujours affirmé les anarchistes: l'excroissance étatique ne peut accoucher du socialisme et de la liberté, mais au contraire d'un étouffement social et économique toujours plus répressif. Mais, pour aller plus loin, il serait souhaitable d'entendre de la bouche de M. Ellenstein, les raisons profondes du stalinisme et ses sources éventuelles dans le léninisme même, c'est-à-dire la conception marxiste de la révolution en Russie.

«C'est cette toute puissance de l'Etat qu'on retrouve... avec d'autres soubassements économiques, sociaux, politiques et idéologiques dans l'Etat hitlérien, car il a des similitudes de formes... Un camp de concentration est un camp, une torture est une torture. Il n'y a pas de torture socialiste et de torture nazie».

Pour se débarrasser du boulet stalinien, il est effectivement facile de nier tout caractère idéologique à la situation donnée politiquement qu'est l'institution de la terreur.

Grâce aux spéculations philosophiques et aux circonvolutions idéologiques, nos éminents chercheurs du CERM parviennent à dégager le stalinisme de ses origines et de son contenu marxiste-léniniste, et présentent ce régime de répression comme un simple accroissement historique déterminé par des facteurs socio-économiques comparables à ceux qui ont amenés l'hitlérisme.

Le reniement est à son comble; les anarchistes accusent le marxisme d'être une doctrine autoritaire et figée qui ne peut s'adapter aux évolutions et conditions socio-économiques, historiques et sociologiques, tout en respectant le but et le caractère humaniste de la révolution sociale. Nous trouvons avec le PC et le CERM de vaillants collaborateurs qui se chargent justement d'adapter le marxisme: curieuse doctrine, qui pour être régénérée, demande à être amputée de ses principaux dogmes et applications historiques!

Bernard R.
(Groupe Yvelines)

Procès des quatre évadés des QHS de Lisieux.

Les 29, 30, 31 mars, à partir de 13 h 30, se déroulera le procès en Cour d'assises (Palais de justice, Paris, Place Dauphine) des quatre évadés des quartiers de haute sécurité de Lisieux, dont Daniel DEBRIENNE.

La haute sécurité, c'est la mise en quarantaine arbitraire de détenus étiquetés «DANGEREUX», sur simple présomption, antipathie de la direction de la prison, peur non contrôlée des gardiens, sans aucun fait justifiant cette antisélection.

Les Q.H.S., institutionnalisés en France, en mai 1975, sans vote préalable du Parlement, sont ainsi conçus que quiconque y est parqué, isolé, soumis à la torture morale, ne peut que se détériorer, se désintéresser physiquement et psychologiquement.

Michel Foucault, prenant parti pour les quatre évadés, avec les syndicats des avocats et de la magistrature, avec les organisations militant pour la sauvegarde des Droits de l'homme, de sa dignité, de sa liberté, présents à la conférence du 23 mars, a écrit que Daniel Debrienne et ses trois camarades avaient non seulement le droit, mais le devoir de s'évader...

pour rester des hommes. S'évader des Q.H.S. est une nécessité vitale.

Les avocats de la défense demanderont aux jurés d'accorder aux quatre inculpés l'excuse absolutoire, proposition émise par le CAP. Car pour sauvegarder leur identité d'êtres humains, les quatre détenus en Q.H.S. n'avaient qu'une solution: l'évasion, et par n'importe quels moyens. C'est ce qu'ils firent, et c'est pour cela qu'ils comparaissent devant les assises de Paris.

Venez donc témoigner en nombre par votre présence à ce procès, même si vous devez vous faire refouler; venez affirmer, rien qu'en étant là, que vous n'acceptez pas que, sans même qu'il y ait délit, soit apposée l'étiquette «dangereux» sur un être humain, que vous n'acceptez pas cet arbitraire, que vous vous insurgez contre l'existence même des quartiers de haute sécurité, que vous refusez l'isolement, la mise au secret, la torture psychologique, que vous réclamez, avec la défense, l'excuse absolutoire pour Daniel Debrienne et ses trois camarades.

M.M. HERMET

en bref...en bref...

Théo Grimault condamné à 4 mois de prison ferme pour insoumission à l'ONF, par le Tribunal de Niort passera en appel le 20 avril à 14 h à Poitiers.

Les 29, 30 et 31 mars à 13 h 30 au Palais de justice Paris, place Dauphine, les 4 évadés des Quartiers de haute sécurité de Lisieux, comparaitront en Cour d'assises. Venez nombreux témoigner par votre présence que vous vous insurgez contre l'arbitraire et le régime des Q.H.S., que vous demandez l'excuse absolutoire pour les inculpés.

Les travailleurs de chez Lip, Depuis leur constitution en coopérative ouvrière, prennent des contacts avec différents comités d'entreprise pour se constituer un système de distribution particulier. Un correspondant délégué du personnel nous apprend qu'il a pris connaissance d'une lettre adressée par les Lip à son C.E. par hasard, lettre soigneusement cachée. On n'est pas surpris d'apprendre que la majorité du C.E. est à la CGT, qui dans sa guéguerre avec la CFDT, fortement implantée chez les Lip, en arrive à oublier les délégués du personnel et les intérêts des travailleurs.

Du 30 mars au 2 avril : exposition Espagne 36 : par delà la guerre civile, une révolution sociale. Projections : jeudi 30 mars à 20 h 30 et dimanche 2 avril à 15 h 30, au 33 rue des Vignoles, Paris 20e.

Le dimanche 16 avril, au palais de la Mutualité, la CNT espagnol en exil organise : à 9 h 30 un meeting international anarcho-syndicaliste, à 15 h un festival avec Ibanez, Andreu, etc. Prix des places 20 F

**UN SERVICE
REGULIER
ET PRATIQUE
L'ABONNEMENT**

A la SNCF comme ailleurs

ATTENTION FICHAGE !

L'appanage de l'autorité et de la discipline échoit en premier lieu dans notre société actuelle à notre «grande muette» vous avez compris l'«AR-MEE» mais dans la même panoplie arrive immédiatement en seconde position une administration : la «SNCF».

face au public (tout au moins chez les roulaufs) les chefs sanctionnent pour des motifs plus ou moins futiles. Si l'agent commet une faute il a droit à une demande d'explication qu'il doit remplir pour tenter de se justifier après quoi il reçoit un «7 P1» c'est-à-dire que les

Région de PARIS
Circoscription des Trains

FICHE - AGENT
Année: 1977 - 1978

Nom: _____ Prénom: MARCEL Grade: EST No de contrôle: _____
N° CP: _____ Certif. Capacité date: 2/12/75

1 - JOURNAL DES RENCONTRES
par M. MARCEL (nom - grade)

Date	Trains	Tenue
3.7.77	1312	Casquette sans jenc - costume un peu écripé Serviable envers un voyageur âgé - Ammanne arrivée à Belfort emana. Billets courtois: arriver sur date limite de retour Comment bien pratiquer obstacles Bénéficiaires non faits à la collection Tarifs, depuis 6 semaines.
12.3.77	1044	Uniforme plus correct mais récidive pour la casquette Ammanne bien faite Pas de contrôle partiel entre Malbroux et Colmar Avait bien lu et compris Clé D13 n° 12 Commentaires sur opération "ACCES"
21.6.77	297	Bonne tenue mais cravate très voyante (remarque faite) N'a rappelé sa demande de prêt à la Construction et s'est plaint par ailleurs de l'Etat de l'Etat (y aller en tournée) Est réticent pour parcourir l'IV (craint les agents en état les voyageurs agressifs) Collection à jour.
2.8.77	5143	Paraît tendu et fatigué, veut préparer examen EST Bonne tenue. Tient compte des observations précédentes Si pas reçu à EST demandera mutation pour Lyon Bénéficiaires 8 - connaissances insuffisantes : devra travailler sérieusement ce chapitre A demandé explication sur tarifs MGE Suggère renforcer équipement 1043 les V. sur (militaires)
12.10.77	1352	Excellent service. Paraît en meilleurs formes. A réussi à l'ITA pour cours EST et est optimiste. A toutefois oublié d'amener carnet de bord pour manque d'eau et de papier dans les WC voiture A&C n° 1 N'a longuement parlé de sa situation familiale.

A la SNCF l'Etat détient 51% des actions, les conditions de travail sont soumises à une autorité et une discipline qui s'apparentent à celles de l'armée.

Sous prétexte de conditions de sécurité à respecter et d'image de marque à tenir

chefs jugent du taux de pénalité à appliquer et la faute est sanctionnée par une retenue sur le salaire pouvant aller jusqu'à plusieurs 1/12e. En général ce sont des primes de travail qui sautent. Des barèmes sont établis, par exemple pour les agents de trains : pas de

CASQUETTE : 5F, récidive TOF, etc. De plus la SNCF est considérée comme une grande famille et les chefs jouent à faire du paternalisme en s'occupant de «nos problèmes». Nous sommes de grands enfants !!! Ces pratiques sont encouragées par la direction centrale de Paris-St-Lazare. Depuis peu les chefs établissent de véritables fichiers sur les agents en les suivant, les interrogeant, cherchant à les surprendre en faute. Ce sont de véritables fiches anthropométriques des pensées, des actions, de la tenue des agents. Ces «fiches agents» permettent de localiser les éléments dits «douteux» (têtes brûlées, syndicalistes, agitateurs politiques) et vont rejoindre l'important fichier central de Paris-St-Lazare.

A l'heure où la direction tente de diminuer son personnel il est essentiel de connaître les secteurs combattifs pour mieux réprimer, faire fermer un dépôt, supprimer une résidence. Ou bien «déplacer des gènes»! oh pardon!, «muter des agents»!!! Heureusement les chefs se heurtent à une résistance chez les agents. Les «7 P1» sont accueillis ou bien dans une indifférence qui traduit le bof... un de plus un de moins, ou alors par un refus de les remplir. Les demandes d'explication les plus cocasses (M... n'avait pas de casquette au train no... du... alors que ce jour l'agent était en repos!!!) sont photocopiées et se passent de réseaux en réseaux. Mais malheureusement depuis le début de l'année, 7 chemins ont été tués dans des accidents de travail. La rentabilité avec des effectifs diminués et des conditions de sécurité inexistantes, cela se paie.

Le ras-le-bol des travailleurs du rail s'accroît et les prochains départs en vacances dans des conditions plus que précaires n'arrangent rien.

Liaison FA des Cheminots

BASSE-LOIRE informations

- MARCO (voir ML 260) a été libéré.

- Radio libre 44 a émis vendredi 24 pendant une demi-heure sur la fréquence de 90 mHz à partir de 19h30. Au sommaire :

La catastrophe écologique en Bretagne.

L'occupation d'une maison vide à Nantes au 6 rue du roi Albert.

Emission brouillée par intermittence.

- A l'école normale de Loire Atlantique apparition d'un contrôle psychiatrique pour les futurs enseignants, cette opération n'étant pas pratiquée dans tous les départements. La Loire Atlantique semble bien devenir le département pilote en matière de fichage, après les gosses (projet GAMIN) les enseignants.

SUD CHAMPAGNE informations

AUBE Ils ont voté, et après? Le rapprochement des communiqués publiés avant et après le deuxième tour est édifiant. Après les appels enthousiastes «Tous pour la gauche» le réveil est brutal. A cet égard le communiqué suivant de la Fédération de l'Aube du PSU est très symbolique : «Vendredi dernier, à Ste-Savine au cours du meeting unitaire de soutien à Georges Didier, le PCF a refusé la parole au Front autogestionnaire... motif invoqué : vous allez effrayer les électeurs avec vos histoires de nucléaire et d'objecteurs de conscience»...

Cette attitude scandaleuse de la Féd. de l'Aube du PCF est d'autant plus curieuse qu'en bien des endroits en France le PC est allé jusqu'à laisser s'exprimer à la tribune des représentants d'organisations d'extrême-gauche, jusque là tenue en suspension.

L'ouverture démocratique du PCF n'a pas atteint la Féd. de l'Aube. Ici on veut bien récupérer les voix des petites organisations, mais on n'admet surtout pas qu'elles fassent entendre leur voix.

Aujourd'hui l'Aube a trois députés de droite. Elle a aussi le PC le plus stalinien de France. Est-ce sans rapport ?

Lunéville : Concentration du capital en Champagne-Ardenne. Après le textile et la sidérurgie, le premier groupe européen de fabriques de porcelaine (Lunéville, Sarreguemines, etc.) se restructure et menace de procéder à des licenciements massifs.

Troyes Au centre hospitalier de Troyes on peut lire ce mois-ci sur le panneau «Formation continue» un texte intitulé : «Comment nettoyer une vitre» avec un schéma expliquant les gestes à faire, le sens du chiffon sur la vitre. Apparaissant sur ce même panneau on expliquait aux employés comment balayer un couloir, comment rincer le sol avec une serpillière (Ne pas se baisser, s'accroupir!). Quelle formation ! L'Etat doit se ruiner dans de telles activités pédagogiques. Quelles perspectives éducatives pour les employés chargés de ce travail !

Emploi : De la poudre aux yeux,

LES STAGIAIRES BARRE

Le pouvoir s'est fait une coutume de profiter des grandes vacances pour faire passer des lois pas très nettes, et même pas nettes du tout dans leur contenu et leur forme.

La loi du 5/7/77 instituant des stages professionnels pour les jeunes chômeurs en est l'exemple probant.

Versons une larme sur cet acte généreux et courageux de nos bons maîtres : 90 % du SMIG (le Pérou pour ceux qui ne touchent que les maigres allocation-chômage); enseignement gratuit d'une profession et à l'horizon de 5 à 6 mois passés soit en centre de formation, soit en stage d'entreprise la possibilité d'un emploi. Et tous de se ruier vers cette chance inespérée.

Mais, on déchant rapidement, les retards pour les paiements des rémunérations se succèdent; SANS STATUT LEGAL DE TRAVAILLEUR; NOUS SOMMES sous le joug d'un contrat à sens unique qui nous force en cas de départ (sans raison valable) ou de licenciement à rembourser salaires et frais de stage. Quand à la sécurité de l'emploi, elle est inexistante.

Trois assemblées générales de stagiaires, réunissant à chaque fois une vingtaine de stagiaires différents, un collectif de lutte le C.A.R.A. ont dénoncé : des conditions de travail intolérables, l'absence des droits syndicaux les plus élémentaires, le rôle électoral que l'on nous fait jouer (le sieur Beullac annonçait fin 77, 17% de chômage en moins), la main d'œu-

vre bon marché que nous allons fournir, les expulsions, les coupures de gaz et d'électricité dues aux retards de rémunération, rendent aléatoires l'existence matériel de certains, les licenciements, la formation insuffisante des instructeurs rendent notre formation à caution auprès des patrons.

Cela suffit nom de dieu ! On en a marre d'être bouffés à la sauce patronale et étatique.

Les anarchistes seront présents dans la lutte menée par les stagiaires contre le pouvoir.

Solidarité des producteurs contre l'oppression capitaliste de l'Etat et des patrons.

Philippe
(Groupe des Yvelines)

(suite de la page 1)

les techniciens de la Shell précisaient que le transbordement des matières ne posait pas de problèmes majeurs, tous les diplômés s'arrachaient l'honneur des communiqués de victoire de la technique sur la nature. Dans cette cacophonie triomphante, le lieutenant qui dirige l'équipage est formel: «en cas de tempête la coque va se briser.»

Durant ce temps, la marée noire ne cesse de s'étendre. Peros Guirec, principal centre touristique des Côtes du Nord est atteint; 220 000 tonnes environ de brut se sont encore déversés, les cuves à toute épreuve éclatant les unes après les autres.

Mais où sont donc les brillants techniciens qui savent et qui, le 20 mars, n'ont toujours pas trempé leurs baskets dans l'eau pétrolière de la Manche?

Plusieurs solutions étaient possibles : brûler l'épave. C'est se retirer la possibilité de récupérer la majeure partie du pétrole; pomper celui-ci mais, en zone de haut fond la topographie des écueils étant mal connue et le tirant d'eau d'un tanker étant de l'ordre de 25 m, la recherche d'un chenal adéquat rend cette opération aussi impraticable que les autres. Il est à noter que les pompes les plus puissantes, provenant des U.S.A., n'ont un débit (6000 t/jour) qui représente plusieurs semaines de travail en considérant des conditions atmosphériques également favorables. Reste la traînée chimique ou biologique des nappes de pétrole. Seulement, il faut utiliser des dispersants le plus vite possible car en 48 heures les 40% de produits, volatiles au-dessous de 2000, s'évaporent en laissant un résidu très dur dont il est fort difficile de se débarrasser.

En effet, les Chantiers de St-Nazaire reçoivent commande de «super gros» on espère benoîtement que le «malheur» arrivera chez les autres.

Les accords passés à La Haye ne concernent que l'application des lois sociales aux mains des équipages qui relâchent dans le port des pays signataires, rien n'étant prévu quant à des mesures antipollution. En fait, 20 conventions internationales concernant la mer, ont été signées au cours de ces dernières années, certaines attendent encore leur ratification par les parlements des pays signataires, celles qui furent ratifiées n'étant pas appliquées, aucun contrôle n'étant prévu.

En mer, c'est la voracité gloutonne du capitalisme qui préside et décide au-dessus de la tête des gouvernements des pays qu'ils mettent en danger de pollution, les reléguant au rang de simples comparses salariés de la finance que l'on remet à leur place qu'en cela est nécessaire, c'est-à-dire à la botte.

Les responsables du plan Polmar avaient stocké 500 t d'un nouveau dispersant le BP 1100 WD «peu toxique» au prix de 1200F la tonne capable de disperser 2500 t de pétrole, les résidus ne produisant que peu de pollution ou outre l'aspersion ne pouvant se faire que si la profondeur de l'eau est supérieure à 50 m sinon le processus de biodégradation se fait mal (les produits additionnant leur propre pollution à celle existante). Or, souvenez-vous qu'il s'agit d'une zone de haut fond (10 m).

Plusieurs procédés vont trouver leur application telle la poudre qui n'absorbe que du pétrole (3 à 4 fois son poids). Il est possible de la ramasser puis de la brûler en incinérateur. Seulement le procédé, comme les autres, à un léger défaut qui est celui de ne pouvoir traiter les déchets. En effet, aucun incinérateur n'est assez puissant et d'assez grande capacité pour avaler plusieurs milliers de tonnes de résidus. Auxquels s'ajoutent les procédés traditionnels : la craie et la levure de boulanger tel un gigantesque buvard ! Ce qui fait bailler d'admiration les citoyens, les confortant dans leur croyance aveugle en la science et la technique et frémir les marins pêcheurs qui demandent que ne soient déversés ni détergents, ni craie, ni absorbant qui feraient couler le mazout et tueraient irrémédiablement tout, y compris le goémon.

Les pouvoirs publics sont passés outre, s'empressant de laisser le pétrole à l'aide de 14 bâtiments de la marine nationale préférant sacrifier la faune et la flore à l'apparence de victoire de la science, camouflant la mort sous les flots bleus horizon et ce n'est pas le futur vacancier qui va s'en plaindre car après tout il sera possible de nager comme il est possible de marcher dans les allées d'un cimetière...

Tankers de la mort

Après le «Torrey-Canyon» qui appartenait à la British Petroleum nous connaissons la même offense à la nature, le même génocide à l'encontre de ce qui comble notre pensée et berce nos yeux, dame nature.

La France n'est pas innocente, et par conséquence directe, les Français. Aux urnes ils ont, pour une grande partie délégué leur pouvoir de gérer les choses entre les mains de la bourgeoisie; peu importe qu'elle fasse la pute sur un trottoir de droite ou sur un trottoir de gauche, dans le «panier», c'est du pareil au même...des crabes.

En huit ans, 21 pétroliers ont déversé leur cargaison en tout ou partie. De «Torrey Canyon» c'était 80000 t de mazout à la mer, en 78 on arrive à 220000 t avec l'«Amoco-Cadiz», pour l'instant, et demain 500000 t.

En effet, les Chantiers de St-Nazaire reçoivent commande de «super gros» on espère benoîtement que le «malheur» arrivera chez les autres.

Les accords passés à La Haye ne concernent que l'application des lois sociales aux mains des équipages qui relâchent dans le port des pays signataires, rien n'étant prévu quant à des mesures antipollution. En fait, 20 conventions internationales concernant la mer, ont été signées au cours de ces dernières années, certaines attendent encore leur ratification par les parlements des pays signataires, celles qui furent ratifiées n'étant pas appliquées, aucun contrôle n'étant prévu.

En mer, c'est la voracité gloutonne du capitalisme qui préside et décide au-dessus de la tête des gouvernements des pays qu'ils mettent en danger de pollution, les reléguant au rang de simples comparses salariés de la finance que l'on remet à leur place qu'en cela est nécessaire, c'est-à-dire à la botte.

Il est à retenir que seul l'Etat dont le navire bat pavillon peut sanctionner *in solidum* l'affrètement, l'armateur, le capitaine, d'où l'immense intérêt de battre pavillon d'un pays qui n'exerce jamais de poursuite, n'effectue pas plus de contrôle, comprenant comme il faut le principe de la «libre entreprise».

Que les Français se rassurent, M. Barre est là et bien là. Il a précisé que des dispositions réglementaires seront prises (enfin...) afin d'interdire aux pétroliers de passer à moins de 7 miles marins des côtes françaises. Les gouvernés n'ont plus à se casser la tête, le gouvernement s'en charge.

En clair, qu'auraient changé ces mesures dans le cas qui présentement nous préoccupe. L'«Amoco-Cadiz» aurait signalé sa position à l'entrée des eaux territoriales puis 1 heure après l'échouage... le patron remorqueur, pour ne pas perdre le marché, et ne battant pas pavillon français aurait été à son secours! et puis... ce qui est arrivé serait arrivé, c'est ça la fatalité... les tankers de la mort. Les pavillons de complaisance ou la chasse aux pavillons

S'il y a une peste pour les capitalistes, ce sont bien les pays qui ont la manie de légiférer à tort et à travers. Heureusement que les lois ça se détournent, ça se contournent ou alors on va se faire voir ailleurs, au Libéria par exemple.

Là-bas, c'est un vrai paradis, pas d'assurance obligatoire pour la responsabilité très lourde

parfois, qui seront prises en considération uniquement du profit, pas d'imposition alors que les U.S.A. battent des records en ce domaine, pas de législation du travail : à libre entreprise, libre embauche. Lorsqu'un marin est malade, il est débarqué sans indemnité, sans soing et sans recours.

L'Amoco international, couverture de la Shell, est une société multinationale qui peut donc décider de l'implantation géographique de son siège social en toute liberté. La Shell à pignon sur rue à Washington alors pourquoi ne pas choisir comme terre d'élection le Libéria, entretenant des sièges aux Bermudes, des bureaux à Chicago, embarquant des équipages italiens, arabes, portugais... alors qu'il n'y a pas de gouvernement plus soucieux de son image de marque antipollution que celui des Etats-Unis.

Le tour est joué, les lois nationales bafouées et internationales détournées.

Les lois sur la pollution rigides aux U.S.A., inopérantes pour une société du Libéria. Les lois fiscales, les impositions très lourdes aux U.S.A. inapplicables pour une société dont le siège est hors du territoire. Les lois sociales, droits du travail, retraites... inopérantes : le personnel étant embarqué et débarqué sans inscription maritime et ce qui ne gêne rien, apatride. Les lois du travail sur l'emploi de personnel qualifié n'existent même pas au Libéria et seul le pays sous lequel le navire bat pavillon à un droit de regard. Pas de SMIC, ni de médecine du travail...

Le rêve pour le monde de la finance surtout que la convention internationale du 29 avril 1958 stipule que «les navires jouissent d'un droit de passage inoffensif dans les mers territoriales lorsqu'ils ne troublent ni la paix, ni le bon ordre, ni la sécurité de l'Etat riverains». Ce qui signifie que le législateur français peut légiférer à tour de bras, ça ne dérange personne, et de plus ça rassure le peuple... le droit national ne pouvant aller en deçà du droit international et lui est soumis en matière de navigation en mer.

Alors M. Barre économiste mais pas pour un sou juriste ou bien c'est pour tromper le peuple, c'est de l'abus de confiance... c'est la sanction de la crédulité populaire.

La pollution et l'Etat

L'Etat français a repris du poil de la bête, dépechant un régiment de parachutistes pour s'assurer du repli des troupes israéliennes et le non-retour des autochtones! et... 260 militaires, appelés pour le plupart, pour entamer le ramassage du mazout sur plus de 200 km de littoral, placer des barrages totalement inefficaces, sans oublier une visite en pays breton de M. Barre qui à son arrivée fut salué comme il se doit, un instant coiffé du drapeau breton, le comité d'accueil a été d'une manière générale désapprouvé par le maire de Landéda qui s'indigne «il faut un minimum de courtoisie». Des pêcheurs s'insurgent contre ceux qui veulent exploiter politiquement «le malheur de la Bretagne» tandis que d'autres, un millier environ, ont manifesté mercredi dernier, à l'appel de la CFDT, à Brest. Les écologistes ont casse-croûté dans les locaux de la Préfecture de Lannion.

Parout on ramasse les hultres, on vide les viviers pour mettre son «capital» à l'abri sur les côtes sud de la Bretagne mais rien n'est prêt nulle part pour endiguer la marée noire; on ne la précède pas, on court après avec une caméra. Le Finistère,

les Côtes-du-Nord et maintenant le Cotentin vont se faire gouverner la façade au son des discours triomphants.

En attendant on compte les morts, le bilan est lourd. Les invertébrés succombent par asphyxie : hultres et moules meurent par suite de l'encrassement de leur dispositif filtreur, les crustacés sont condamnés, le mazout recouvre les ouïes des poissons dont les branchies se trouvent colmatées les conduisant à l'asphyxie tout comme les phoques qui, à l'instar des oiseaux victimes de la perte de leur isolation thermique. Or l'archipel d'Ouessant héberge les derniers phoques de France.

Le plancton végétal ne peut plus se développer en raison de l'écran qui le sépare des radiations solaires : une couche de un centimètre d'hydrocarbures restreint de 200 à 20 m la pénétration de la lumière de la mer. Le plancton ne peut plus se déplacer et meurt par asphyxie. Enfin, les œufs de poisson tombent sur le fond où ils dépérissent.

Ce sont les oiseaux plongeurs qui souffrent le plus du mazoutage. 90% des pingouins macareux et guillemots périrent en 1967 ainsi que les grèbes, plongeurs, macreuses, autant d'espèces qui vont quasiment disparaître avec cette nouvelle agression. Le processus de la mort des oiseaux mazoutés est complexe. Ils souffrent d'abord d'une «faillite thermique» : les hydrocarbures font disparaître le matelas d'air emprisonné dans les plumes, qui joue un rôle protecteur vis-à-vis du froid, l'oiseau ne pouvant plus résister au contact de l'eau. Le mazout empêche l'animal de se déplacer et donc de s'alimenter et... c'est la fin.

Le désastre économique également est immense. 10000 t d'hultres pour une valeur de 40 millions de F est atteint, même si elles ne sont pas toutes emprisonnées, qui voudra encore en consommer. Les échanges de saumon, les nurseries d'hultres et de palourdes, les cultures d'algues, l'aquaculture et la mariculture de demain en somme est compromis, voire anéanti. Des millions de tonnes de goémon, pour les industries pharmaceutique et alimentaire sont détruits pour 6 autres millions de francs. La pêche des crabes, des poissons, des crustacés, près de 7000 t par an soit 36 millions de francs sont détruits ou endommagés.]

Le seul département du Finistère prévoit une perte à gagner de plus de 80 millions de F, et par voie de conséquence des milliers de personnes vont se trouver sans travail. Les usines de traitement de goémon, les chantiers de réparations, les mécaniciens de marine, les coopératives d'avitaillement, les mareyeurs, les hôteliers, les loueurs d'appartement pour les vacanciers, les industries locales... ne vont-ils pas être contraints d'imiter les viticulteurs qui déjà licencient plusieurs dizaines d'employés.

La Bretagne saigne et le sang est noir.

Demain l'apocalypse

Le prolétariat avec la culture, la morale, les réactions bourgeoises ne pense, pour une grande partie, qu'à perpétuer son état en devenant des bourgeois en apparence, raisonnant à l'image de ses «formateurs», faisant une confiance aveugle en la science, parce que ce sont des «gens qui savent», sans même se poser la question de la remise en cause des valeurs... ne sont sanctionnés d'un diplôme scientifique que ceux qui ont ingurgité les connaissances pouvant être utilisées au bénéfice

du capitalisme.

Le personnel d'encadrement, ne sont que des exécutants de basses besognes, s'évertuant à valider ce qui est bon pour le financier qui le paie, pusillanimes à souhait, blanchis sous le harnais tel M. Bardari, commandant de l'«Amoco-Cadiz» qui attendait tout de ses maîtres les financiers de la Shell. Cet homme contre qui les foudres vont tomber.

Une information contre «X» est ouverte par le Parquet du Tribunal de grande instance de Brest pour infraction sur la législation sur la pollution. Gageons que les lobbistes vont payer, mais la Shell ? l'Amoco international ? le Libéria ? et surtout cette société faite par les bourgeois pour eux-mêmes, ceux-là même qui remplacent l'homme par la machine, par l'électronique dans un souci de limitation des frais de gestion, de main d'œuvre, de charges sociales ?..

Lorsque la bourgeoisie appelle à voter, la plèbe de l'hexagone répond présent. Elle vote pour son patron, pour sa bourgeoisie de droite ou de gauche, elle se démet et accepte par avance la forfaiture, elle donne sa caution populaire sans laquelle aucun despote ne peut se maintenir.

Bientôt elle sera conviée à choisir l'énergie qu'elle utilisera par la presse, les médias et peut être par le vote entre l'énergie propre et l'énergie sale... Inutile de vous préciser les assimilations qui vont être faites et la conclusion qui sera favorable au «propre», tel «Omo», le nucléaire, balayant toutes les objections formulées, jusqu'à l'heure, d'un coup de baguette magique l'énergie nucléaire deviendra l'énergie écologique repris en cœur par les gogos traditionnels et une partie de la population.

Les financiers des grandes compagnies pétrolières auront marqué de pas devant les financiers des sociétés privées qui fabriquent les usines nucléaires et les feront fonctionner à leur profit, comme pour l'«Amoco-Cadiz» au rendement maximum avec une marge de sécurité minimum qui un jour, amèneront une autre catastrophe autrement plus importante que celle que nous subissons ces derniers jours. Vous entendrez alors ces mêmes communiqués de victoire, de l'infailibilité de la science, de la sûreté de la technique, puis peu à peu, ce même retournement des choses, les législateurs qui s'agitent, la même impéritie du pouvoir à administrer les choses et vous vous apercevrez que rien n'est prévu, absolument rien sinon des avions pour les financiers, des terres militaires pour les chefs d'Etat et... plus rien car vous serez déjà morts.

Ce soir, sur le bout de la digue du port de Brest, un vieux marin contemple le désastre d'un ciel triste. Il pense sans doute à son fils, un marin qualifié au chômage, à sa fille qui ne pourra pas vendre ses choux-fleurs au goût de mazout et vendre son lait -les vaches étant malades jusque dans le Morbihan, à lui-même et à sa femme qui n'auront plus les ressources de la pêche et la location de leur maison durant l'été... Dans la grisaille du soir, au bout du quai, balayé par le crachin qui danse avec le vent et bat son visage tournoyant, un vieux marin profite des derniers instants d'une civilisation qui se cherche et qui joue à pile ou face inconsciente du danger, et grince entre ses dents sur un air venu du fond des âges «les patates pour les cochons, les épiluchures pour les Bretons»..

Bernard LE HYARIC

finlande

ou la
liberté
surveillée...

La Finlande a rarement les honneurs de l'actualité. On est cependant rappelé de l'existence de ce lointain pays nordique, lorsque s'est tenue à Helsinki la conférence où fut évoquée la défense des Droits de l'homme : question bien irritante que la récente conférence de Belgrade a prudemment écartée de ses débats ! Et puis une nouvelle de Finlande a suscité une douce hilarité : le Comité de la jeunesse d'Helsinki (parti conservateur) a interdit aux institutions dont il a la charge de s'abonner au journal «Mickey». Déjà, il y a deux ans, la ville de Kemin à municipalité communiste avait proscrit «Mickey». Curieux pays, dira-t-on, que cette Finlande, où la droite et la gauche sont d'accord pour condamner «Mickey», personnage immoral, agent de l'impérialisme yankee et symbole de la bourgeoisie décadente..!

La Finlande, avec un peuple de 5 millions d'habitants, a une densité comparable de population comparable à celle de la Suède et de la Norvège : 15 habitants au km². D'abord possession de la Suède, puis cédée à la Russie en 1809, la Finlande ne cesse de manifester son hostilité aux mesures de russification particulièrement brutales sous le règne du dernier tsar Nicolas II. Après la première guerre mondiale, la Finlande devient un Etat indépendant avec une constitution démocratique depuis 1919. Fin novembre 39 elle fut attaquée par l'URSS qui exigeait la cession de certains territoires finlandais. Après une lutte inégale, la Finlande capitula en mars 1940. Il ne faut pas s'étonner si, en juin 41, elle se rangea aux côtés de l'Allemagne contre l'URSS. Elle devait conclure un armistice avec l'URSS en septembre 44. Et ce traité de Laval. Kekkonen est bien plus utile à l'URSS qu'un quelconque secrétaire de parti communiste qui n'est pour Moscou qu'un homme à tout faire, une force d'appoint.

L'impérialisme russe, pour assurer sa progression en direction de l'ouest européen, a procédé par l'annexion pure et simple - ce fut le cas des pays baltes, estonien, letton, lithuanien, ou par la création d'Etats satellites, qualifiés de républiques populaires, placés sous le contrôle politique, militaire et économique de l'URSS. La Finlande a échappé à ces deux formes de servitude. Mais il est bien évident, qu'en raison de sa situation géographique, son indépendance est fonction du bon vouloir de son puissant voisin. Elle ne peut jouir que d'une liberté surveillée. En politique extérieure la Finlande est condamnée à se conformer docilement aux impératifs de la diplomatie soviétique. Dans le domaine économique, sans faire officiellement partie de

Comecon, c'est surtout avec l'URSS que la Finlande entretient des relations commerciales. Seule, la politique intérieure semble échapper au contrôle de Moscou et le pluralisme des partis paraît le gage d'une démocratie véritable. Six partis en présence : communiste, social-démocrate, conservateur, libéral, centriste et parti dit «Suédois». Mais ce pluralisme devient unanimité dès qu'il s'agit de politique extérieure et aucune voix discordante, aucune critique à l'égard de l'URSS ne se manifeste. Lorsqu'à la conférence de Paris (1947), Molotov refusa le bénéfice du plan Marshall, la Finlande se joignit docilement à ce refus avec les Etats satellites : Pologne, Hongrie, Bulgarie, Yougoslavie, Roumanie, Tchécoslovaquie. Et depuis trente ans la Finlande a fait preuve de la même résistance.

Moscou a trouvé un serviteur zélé dans la personne du Président de la république Kekkonen. Depuis 1956 il est constamment réélu et, avant sa dernière réélection de janvier 1978, les six partis s'étaient unanimement prononcés pour le renouvellement du mandat de Kekkonen. C'est donc une véritable «union nationale» qui assoie le succès du favori de Moscou. Il ne faut point s'étonner si Kekkonen fait de fréquents voyages en URSS et si les chefs des principaux partis sont eux aussi reçus officiellement à Moscou. Même «union nationale» lorsqu'il s'agit de formes de gouvernement : le dernier ministère, constitué il y a un peu moins d'un an, groupe les représentants de cinq partis sur six et les communistes y ont été admis, bénéficiant de trois portefeuilles.

Il peut paraître singulier que, dans un pays étroitement vasalisé par l'URSS, le parti communiste ne joue qu'un rôle subalterne. Dès la fondation de la troisième internationale, Moscou n'a considéré les partis communistes que comme des instruments de la politique extérieure russe et les intérêts supérieurs de l'URSS ont toujours été la règle d'or de l'internationale (qu'on se souvienne de certaines déclarations de Staline à Laval). Kekkonen est bien plus utile à l'URSS qu'un quelconque secrétaire de parti communiste qui n'est pour Moscou qu'un homme à tout faire, une force d'appoint.

On peut douter de la sincérité de cette unanimité qui se manifeste dès qu'il s'agit de l'URSS, mais qui cesse dès qu'on affronte les questions sociales ou financières. La situation économique difficile a entraîné des grèves dans les transports et l'électricité, tandis que les problèmes monétaires ont divisé le ministère. Il est certain que, dans tous les partis, nombreux sont les Finlandais qui haïssent les Russes mais tous ont conscience que, pour survivre, il faut dissimuler, se plier en attendant de futures revanches. La docilité de Kekkonen est un mal nécessaire, car le passé a montré aux Finlandais qu'en cas de conflit avec leur puissant voisin ils n'ont à compter sur aucune aide extérieure.

informations internationales

Coopération et colonialisme

RASCISME ET EXPLOITATION

CERTAINS milieux, pour se donner bonne conscience, tentent souvent d'expliquer l'échec de la coopération avec l'Afrique noire par l'abondance régimes dictatoriaux, une administration tentaculaire et totalement corrompue qui sévisent dans de nombreux pays. Il est courant et facile de dire que tous les gains acquis par la vente des matières premières sont engloutis dans le palais présidentiel, le couronnement de l'empereur ou l'achat de gadgets militaires. Le vice n'est pas dans la forme que prennent ces privilèges mais dans le fait que le colonialisme a changé de peau. Depuis que les colonies sont devenues pays sous-développés puis en voie de développement, le pillage se nomme coopération mais les habitudes et les hommes sont identiques.

Travailler en Afrique noire c'est forcément être colonialiste, raciste et exploiteur; c'est participer à l'apartheid même si dans la plupart des cas les blancs vivent en ghetto dans lesquels la montée de la violence est soigneusement entretenue. Quel apport intellectuel ou technique le coopérant peut-il apporter à l'Afrique si dans le même temps il a la possibilité de louer une femme à la semaine pour quelques litres de whisky!!! Cet état d'esprit est loin de disparaître dans les pays où les commissaires politiques ont des triques pour remettre dans le bon chemin tous les récalcitrants alors que l'élite internationale sable au champagne la future victoire du programme commun. Comme me le disait un mécano (ancien conseiller municipal communiste) cet état de chose ne peut plus durer : trop d'inégalités, trop de misère sont implantées dans ces contrées. Mais les mauvaises langues lui retourneront immédiatement que ce monsieur a le beau rôle puisqu'il peut travailler sur les chantiers et tout de blanc vêtu et mettre un beau paquet de côté à la fin de chaque mois!..

Travailler en Afrique noire implique donc l'acceptation de toutes ces données, la participation au pillage de ces

Etats en voie de développement pour le bonheur du blanc, de l'entreprise ou du gouvernement dont les principaux objectifs sont l'accumulation de profits pour le bénéfice de la caisse familiale, de la balance commerciale de la maison-mère ou de l'équilibre des échanges internationaux du pays d'origine. Si en Afrique les trusts et les gouvernements européens ne sont pas intervenus directement comme la CIA et l'ITT l'ont fait au Chili c'est pour la simple raison qu'ils n'en ont pas besoin. En effet, même les pays passés dans le camp dit «socialiste» conservent leur relation privilégiée avec leurs grands frères du vieux continent. Nous pouvons d'ailleurs ajouter qu'une nation qui vend des armes, offre clé en main des usines, participe pleinement à la vie économique d'un pays, agira avec les mêmes buts qu'une autre qui y rentrera avec ses chars. Le résultat est le même que ce soit sous une étiquette libérale en privilégiant l'aspect économique de l'affaire ou sous couvert d'un service d'espionnage pour soutenir un gouvernement dans sa lutte contre des minorités ou des voisins gênants. L'Etat entre de plein pied dans l'exploitation des pays du Tiers monde. Dans ces conditions nous entrevoyons mieux le rôle de soutien des coopérants à cette politique internationale que mènent les grandes puissances. Seuls quelques hauts fonctionnaires trop scrupuleux (ou trop gourmands) ont été limogés lors de la mise en place de cette tactique surtout si ceux-ci se sont étonnés que le travail fourni par une entreprise soit lamentable ou inutilisable et ceci dès sa conception. La bourgeoisie locale suivra ce train économique. Sans remords elle abandonnera les exploitations agricoles traditionnelles trop contraignantes au profit d'un argent plus facile issu de l'extraction des matières premières, qui implique un commerce en tout genre, ne demandant pas d'investissements importants et aboutissants à de gros bénéfices. Les résultats ne se font pas attendre : par exemple au

Nigeria les exportations de coton, d'arachide et d'huile de palm ont baissé de 300% en quatre ans pour devenir inexistantes, des centaines d'hectares sont inutilisables. Tant que la vente du pétrole compensera ces pertes les pays africains suivront cette politique. Comme tout un chacun le sait, à long terme (qui devient de plus en plus proche) ces nations endettées, une fois les ressources de leur sous-sol épuisées, n'auront plus les moyens d'acheter hors de leurs frontières l'indispensable qu'elles n'auront pas su produire quand il en était encore temps. Des millions d'hommes entassés dans les bidonvilles pour produire des gadgets industriels ou allonger la file des chômeurs regretteront la vie pastorale de leur village d'origine.

Les trusts et entreprises sentent le mauvais vent venir. Certains pensent se faire nationaliser, partiellement cela va s'en dire. Cette opération assureraient une quantité de travail suffisant, quitte évidemment à tripler le prix de vente : les rats ne s'échappent pas du navire les poches vides.

«L'Afrique est mal partie» disait Dumont. Je crois plutôt qu'elle ne pourra pas partir tant qu'elle ne comprendra pas que la coopération européenne, américaine, russe ou chinoise n'a pas pour raison d'être de l'assister mais de la dépouiller et de la faire rentrer de force dans une civilisation qui de toute évidence ne lui convient pas. Et ce n'est pas en participant à cette mascarade que l'on pourra les aider à nous mettre dehors! L'Afrique noire n'a qu'une route à prendre pour sortir de l'impasse : c'est celle d'une économie de subsistance, décentralisée, fédérative, qui ne tiendra plus compte des rivalités patriotiques dues à des frontières absurdes imposées par les colonialistes avides et pressés de se partager le gâteau.

Wally ROSELL

* Le chiffre d'affaires africain de certains trusts représente 65% du chiffre total et 85% des bénéfices.

livres

TECHNIQUES DOUCES HABITAT ET SOCIÉTÉ

Préface de René Dumont, Editions Entente.

Il s'agit d'un travail collectif. Deux architectes, Malgorzata Baczk et Piotr Zakrzewski ainsi que deux économistes Krystina Vinaver et Ignacy Sachs ont entrepris de nous initier aux recherches sur une nouvelle civilisation de l'habitat, à une économie des matières premières, à l'organisation du cadre de vie, aux rapports de l'énergie et de l'habitat. Je dois dire que j'ai ouvert ce livre avec précaution, car j'ai encore dans la tête tous les miracles promis par l'architecture moderne au lendemain de la guerre, par les hommes d'art d'avant-garde et qui sont traduits par des tours et des barres du plus monstrueux aspects. Cependant je dois dire que c'est une aventure littéraire que je n'ai pas regretté.

Le but que se sont donnés ces hommes de métier c'est d'organiser l'espace; chasser la pollution des villes et des fleuves, combattre la pollution atmosphérique. Mais ils n'oublient pas mhm lorsqu'ils font appel à l'ingéniosité et à la science pour permettre à la vie de se continuer, que l'important pour mener leur travail à bien, reste «la réduction des inégalités entre les nations et entre les individus d'une même nation» et je n'ai pas eu l'impression en lisant leur texte qu'ils avaient une confiance bien grande en des élections pour mener leur tâche à son terme!

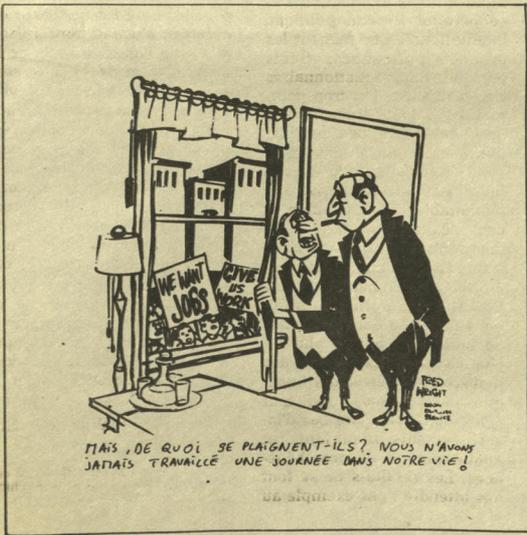
Les quatre études qui font l'objet de cette ouvrage ont pour sujet ce qu'on appelle aujourd'hui les techniques douces qui surtout lorsque celles-ci sont appliquées au Tiers-Monde sont non seulement des techniques moins polluantes mais surtout moins coûteuses et qui conviennent aux pays à économie faible. Mais ces techniques douces posent un problème fondamentale nous dit René Dumont «celui de la nécessité impérieuse de changer tout à la fois et notre style de vie et l'organisation de la société ce qui nous permettra de remplir les obligations de la survie... le choix

des techniques douces est un choix de civilisation fondamentale». Pour notre part dans ce journal nous n'avons jamais dit autre chose.

Il est certain que je ne peux pas rentrer dans une description de ces techniques dans notre journal. Il suffit de savoir que pour l'habitat par exemple les projets dépassent l'utilitaire et qu'à partir des techniques douces on pourrait voir s'élaborer un style qui marquerait notre époque comme d'autres l'ont fait en leur temps. Et il est vrai que l'utilitaire, s'il est obligatoirement autre chose donc autrement, doit rester agencer par l'esthétique. Le gros problème reste naturellement celui de l'environnement et si pour l'organisation de l'espace on voit bien ce que les auteurs refusent c'est-à-dire l'habitat pavillonnaire ou l'hyperconcentration urbaine on ne voit pas trop ce qu'ils nous proposent pour agencer le terrain autour des bâtiments nécessaires à la vie sociale. Mais en tous les cas ils s'apprêtent à nous proposer beaucoup de plans et de projets et ce n'est pas sans frémir que je revois pointer les douces manies de Le Corbusier, qui fut un grand homme... mais laissons les grands hommes dormir en paix.

Et pour l'aménagement du terrain de ces villes qu'ils nous dessinent à travers les techniques douces et non polluantes, «s'ils ne nous proposaient rien», c'est-à-dire qu'ils cessent de nous enfermer dans leurs projets au millimètre et que pour joindre entre eux les bâtiments indispensables à notre vie commune, ils nous laissent agencer un environnement et planter notre habitat où nous trouverions bon de nous installer car peut-on rappeler à nos hommes de science qu'après tout, cela s'est fait pendant des millénaires et que cela a donné des villes ni plus laides ni moins pratiques que Sarcelle!

Maurice JOYEUX



Vie quotidienne

CAUSE A MON CUL MA TÊTE EST MALADE !

DEPUIS un peu plus d'une décennie, on assiste, dans le camp «progressiste», à un débat sans précédent, risquant même, à terme, d'aboutir à une rupture idéologique. En effet, l'émergence fracassante d'une volonté de vivre la révolution au présent et au quotidien, bouleverse les règles du jeu d'un «mouvement ouvrier» embourbé depuis son accaparement par les marxistes dans une dialectique de la résignation.

Cette indéniabilité poussée libertaire, Murray Bookchin (1) la résume parfaitement quand il dit que «nous commençons à réaliser que la forme la plus élevée de la conscience de classe est la conscience de soi».

Cet appétit forcené de vivre sans entraves, de faire éclater partout, ici et maintenant, les mille et une facettes de l'aliénation que secrète l'idéologie dominante jusque dans nos têtes et nos corps, va trouver dans la sexualité un terrain on ne peut plus favorable à son expression.

Sigmund Freud et la libido, Wilhelm Reich et la fonction de l'orgasme avaient déjà préparé le terrain en assénant à la face d'un monde ébahi le spectacle peu reluisant de sa propre sexualité. En effet, la volonté de lutte qui existe présentement au niveau de la sexualité est à l'image de l'immensité de la misère, régnant dans ce domaine. Complexes de tous ordres, impuissance érective, éjaculatoire, orgastique, frigide... sont, il faut le reconnaître, le lot commun de notre vie sexuelle quotidienne.

Comment, devant l'évidence de ces faits, pourrait-on ne pas être d'accord avec la lutte des femmes, des homosexuels, avec le combat pour la libéralisation de l'avortement et de la contraception, avec le refus du viol, de la phallocratie et de l'oppression sexuelle sous toutes ces formes?

Comment, dès lors que l'on ne se résigne pas à attendre les lendemains du «grand soir» pour voir enfin sa vie quotidienne changer, pourrait-on refuser d'entamer un dialogue libérateur avec sa propre sexualité?

Ce ne sont pas les anarchistes qui vont s'inscrire en faux contre cette dynamique de la libération sexuelle. Cela fait en effet bien longtemps que nous avons compris que l'aliénation secrétée par le système capitaliste embrase de manière simultanée, l'économique, le politique, le sexuel, le quotidien..., qu'elle forme une totalité indivisible où chacun de ses éléments constitutifs est nécessaire à l'existence de cette réalité globale mais où aucun n'est fondamentalement déterminant par rapport aux autres. En clair, l'économique n'est pas plus que l'idéologie ou n'importe quel autre aspect parcellisé de l'aliénation, le facteur premier ou principal d'explication d'un système sociétaire donné.

C'est pourquoi le combat que nous menons se situe de manière simultanée dans ces différents domaines, et, entre autres, au niveau de notre propre vie quotidienne dont la sexualité est un aspect important.

C'est également pourquoi,

tout en étant partie prenante de cette volonté de libérer notre propre vie quotidienne, nous nous devons de dénoncer les ambiguïtés qui collent à la peau des luttes qui se centrent sur la sexualité.

Ceux qui pensent que la révolution sexuelle est le nouveau moteur de l'histoire ne comprennent pas que toute hiérarchie dans la lutte aboutit inévitablement à la lutte pour une nouvelle hiérarchie. En fait, nier la sexualité ou en privilégier le rôle relève de la même démarche, celle du mécanisme, du manichéisme, de l'élitisme.

Comment s'étonner dès lors que les mêmes causes produisent les mêmes effets, en l'occurrence les mêmes ravages.

S'investir de manière exclusive ou discriminatoire au seul plan de la révolution sexuelle aboutit souvent au désespoir d'un désenchantement désintéressé, quand l'enthousiasme de l'illusion a perdu l'éclat de sa nouveauté. Notre enfance, notre éducation... ont en effet imprimé dans nos corps et nos esprits une foule d'inhibitions, de névroses ou de psychoses dont il est très difficile de se débarrasser. Comme la pression sociale que nous subissons chaque jour entretient ou fait sans cesse renaître de tels phénomènes, la volonté de libération sexuelle à tendance à relever du travail de Sisyphe. L'illusion fondamentale de cette démarche est sans aucun doute l'occultation pure et simple de la perspective sociale de la problématique sexuelle. La libération de sa propre sexualité ne peut se concevoir que comme une DYNAMIQUE qui permet de TENDRE vers l'infini de la libération. La liberté, sexuelle ou autre, n'existe pas ou, plus exactement, c'est un concept évolutif qui n'aboutit à la plénitude de sa dimension libératoire que dans le contexte d'une lutte globale contre la totalité de l'aliénation.

L'interrogation sur sa propre sexualité, la recherche d'une pratique libératoire s'accompagnent légitimement d'un enthousiasme à la mesure de l'intensité du regard que l'on porte sur soi. Quand ce regard s'éveille peu à peu à la difficulté qu'il y a de dépasser le passé dans l'oppression généralisée du présent, le désespoir lui donne un étrange reflet.

L'équilibre névrotique qui représente la synthèse entre nos aspirations et nos incapacités se trouve alors bouleversé. La distance entre le désespoir et le délire a alors tendance à s'ame-

nuiser. La dépression ou n'importe quelle autre manifestation de la désintégration de l'équilibre psychique de l'individu succèdent alors à l'espoir fou de la libération sexualiste.

Ce caractère dramatique de la désillusion se trouve souvent atténué par la technicisation, consistant dans la réduction de la problématique de la libération sexuelle à son apparence. On parle alors de sexualité uniquement en termes d'acte physique. La jalousie caractérisant le désir de possession que l'on éprouve à l'égard de son partenaire est censée être résolue par le changement incessant de partenaires.

L'impuissance orgastique qui nous caractérise tous plus ou moins, est censée se résoudre par le fait de «baiser» tous azimuts, de 36000 manières. La surconsommation sexuelle devient l'alternative à la pénurie. Bien entendu, la réduction de la libération sexuelle à son apparence, à sa caricature technicisée ne fait que draper la misère sexuelle dans d'autres hardes. C'est également le seul aspect que retient le système dominant pour RECUPERER à son profit l'aspiration à une sexualité libérée.

Les week-ends sexologiques à l'usage des cadres supérieurs, les entretiens avec le psychiatre de l'usine vous expliquant que vous vivez mal votre TRAVAIL du fait de la mauvaise qualité des relations sexuelles que vous entretenez avec votre «légitime» sont signifiant de ce phénomène.

Bref quels que soient les cas de figures qui découlent du choix de la sexualité comme unique moteur de la révolution, on peut dire qu'il s'agit là d'un gâchis.

Vouloir d'ores et déjà vivre la révolution et la liberté au plan de sa vie quotidienne ou de sa sexualité représente, c'est évident, un potentiel subversif, de VIE, fantastique. Il est dommage de le gâcher en réintroduisant dans cette dynamique un nouveau déterminisme à base de sexualité qui débouche inévitablement sur l'illusion ou la récupération. C'est simultanément dans tous les aspects de notre vie qu'il convient que nous commençons à prendre en charge, c'est en fédérant les divers aspects de cette lutte d'ensemble qui touche l'économique, le politique, le sexuel... que l'on pourra tendre vers un épanouissement non pas total mais maximum de nos potentialités.

Alors cause à mon cul ma tête est malade, oui, mais gaffe au cours magistral!

Jean-Marc RAYNAUD.

(1) Pour une société écologique - C. Bourgeois éditeur.

REFLEXIONS POST-ELECTORALES

Q' est-ce qu'un anarchiste ? Si vous posez cette question au Français moyen, à l'homme de la rue, il hésitera entre deux réponses : un terroriste ou un rêveur lunaire qui n'a pas le sens des réalités, mais il ne manquera pas d'ajouter : un anarchiste, c'est un individu qui s'exclut lui-même de la communauté nationale, qui refuse d'accomplir son «devoir civique», qui ne vote pas ! Les anarchistes ont-ils un mépris du suffrage universel ? Ce mépris est-il justifié ! L'abstention est-elle une règle impérative ? Autant de points qui se précèdent au fil des jours et où, selon les formules consacrées, la volonté populaire s'affirme, le peuple souverain a rendu son verdict en désignant ses «représentants».

Comme il est dit dans le «Chant du départ» :

«Le peuple souverain s'avance :
Tyrans, descendez au cercueil !»

Une première question vient à l'esprit : la souveraineté populaire peut-elle s'aliéner ! Le peuple peut-il, pendant plusieurs années, déléguer à ses représentants des pleins pouvoirs sans contrôle ? N'est-ce pas une abdication de la volonté populaire ? Il y a plus de deux siècles, Jean-Jacques Rousseau avait répondu en termes excellents dans son «Contrat Social» :

«La souveraineté ne peut être représentée, par la même raison qu'elle ne peut être aliénée; elle consiste essentiellement dans la volonté générale et la volonté ne se représente point : elle est la même ou elle est autre; il n'y a point de milieu. Les Députés du Peuple ne sont donc ni ou ne peuvent être ses représentants, ils ne sont que ses Commissaires; ils ne peuvent rien conclure définitivement... Le peuple anglais passe pour être libre, il se trompe fort; il ne l'est que durant l'élection des membres du Parlement : sitôt qu'ils sont élus, il est esclave, il n'est rien. Mais faisons la part belle aux défenseurs du système représentatif. Admettons que la «véritable» démocratie soit réalisable et que, selon le mot de Rousseau, «un gouvernement si parfait ne convienne pas à des hommes». Admettons que le peuple, dès qu'il a voté, cesse d'être souverain, accorde à ses représentants une confiance aveugle... et entre en sommeil jusqu'aux prochaines élections. Deux problèmes doivent être résolus : comment choisir les représentants ? et qui choisira-t-on ? La France a connu depuis un siècle bien des modes de scrutin : on a tout essayé et on discute encore à propos de la loi électorale idéale. Scrutin majoritaire ou représentation proportionnelle ? Scrutin uninominal ou scrutin de liste ? Scrutin départemental ou par circonscriptions ? Avec ou sans second tour ? Et cette liste n'est pas complète ! Les élections apparaissent comme un jeu de société. Elles sont soumises à des règles arbitraires et participent aux élections, c'est d'abord accepter ces règles. Voter — comme jouer à la belote — c'est accepter la «Règle du jeu». Avec cependant une différence fondamentale : les règles de la belote sont fixes, mais celles du jeu électoral varient à chaque instant suivant les intérêts sordides des gouvernements et des partis qui brouillent les cartes, simplifiant ou compliquant les règles, tripataillant le découpage des circonscriptions à la recherche du «bon» mode de scrutin qui donnera de «bonnes» élections ! Voilà enfin les citoyens dotés d'un mode de scrutin sur lequel ils n'ont pas été consultés. Il ne reste plus au peuple souverain qu'à choisir ses élus. En

fait, il n'a pas l'embaras du choix. Supposons cinq cent circonscriptions au scrutin uninominal : les électeurs seront en présence d'environ 2500 à 3000 candidats. D'où sortent ces candidats ? Ils ont été désignés par les partis, ou plutôt par les états-majors locaux ou nationaux de ces partis. Ils ont reçu — comme on dit — cette investiture des hautes instances sans laquelle on n'est pas un candidat sérieux. Les partis — tous réunis — ne représentent qu'à peine un trentième du corps électoral et ce n'est même pas cette minorité qui «impose» ses candidats. Tout se règle en haut-lieu, à la suite de tractations et de marchandages de maquignons. Le peuple souverain n'a aucun droit de regard sur ces cuisines malpropres et il ne lui reste qu'à «choisir» entre les candidats... qu'il n'a pas désignés. On peut dire que devenir député, c'est affronter une élection à deux tours : le premier tour, de beaucoup le plus ardu, c'est la désignation par les états-majors le second tour, le plus facile, c'est la préférence accordée par les votants à tel ou à tel des quatre ou cinq candidats imposés. Tout se passe donc comme si le Peuple souverain — cet éternel mineur — avait besoin d'être guidé, orienté dans son choix. Oh ! certes, n'importe qui a pu légalement être candidat. La bonne plaisanterie : le candidat «sauvage» faisant figure de farfêlu; sans appui financier, sans la caution des leaders des «grands partis» allant d'avance à un échec ignominieux et ne recueillera pas les 12,5% de voix, hors desquels il n'y a point de salut. Continuons à accepter avec résignation les «règles du jeu». Le citoyen n'a qu'un choix limité, mais dans ce choix il est libre, il est souverain. C'est compter sans toutes les forces de pression qui, durant des semaines, vont s'exercer sur lui : la presse, la radio, la télévision, les affichages massifs, les tracts publicitaires. Pour exécuter ce pèlerinage intensif, les partis ne regardent pas à la dépense et l'argent est un facteur essentiel du succès. L'électeur est submergé par une propagande qui popularise les images de marque et les sigles des partis en même temps que les portraits de leurs leaders. De plus en plus le candidat «local» s'efface devant le nom prestigieux du chef : au lieu de voter pour X ou Y, on plébiscite en réalité Chirac, Mitterrand ou Marchais. Cette mystique du «chef» fait oublier le néant des programmes, les promesses déliantes, les abandons successifs, les retournements de vestes ! Durant la campagne électorale, tous les moyens sont bons pour piquer des voix. Les candidats — et les partis qui en sont les

souteneurs — font sans vergogne «le trottoir» : ce qui justifie bien le nom de «député» dont les anarchistes qualifiaient autrefois le métier de «Représentant du Peuple».

Résumons cette brève analyse : nous constatons que le système représentatif substitue à la volonté populaire le bon plaisir des représentants sur lesquels le peuple n'exerce aucun contrôle que le mode de scrutin repose sur l'arbitraire et est sans cesse modifié pour servir les intérêts des gouvernements et des partis sans l'assentiment des citoyens, que les organes dirigeants des partis choisissent les candidats selon leur bon plaisir et en toute souveraineté, enfin que la liberté de vote des citoyens soumis à la propagande éffrénée des groupes de pression et des mass média n'est qu'une fiction.

Supposons que l'électeur écarte toutes ces objections, accepte les règles du jeu et les servitudes qui en résultent, se résigne à abdiquer sa souveraineté dérisoire... et vote. Pourquoi vote-t-il ? Et qu'espère-t-il de son vote ?

Il vote parce qu'il croit encore à la légende d'une Assemblée nationale souveraine, parce qu'il croit que de son vote dépend la composition de cette assemblée et que cette composition est capitale pour l'avenir du pays. Il sait bien que les programmes des candidats et des partis sont sans importance, que la plupart des élus sont des médiocres, des nageurs et des arrivistes, mais il croit à l'antagonisme mythique «Droite-Gauche» et est persuadé que tout changement de majorité dans l'Assemblée nationale est la garantie d'une transformation profonde de la société. Ne pas participer à la lutte électorale serait une désertion : alors il vote, comme il a voté hier, comme il votera demain. Il oublie que l'assemblée a perdu toute sa souveraineté depuis que les Français, ne se souvenant plus de la fable des «Grenouilles qui demandent un roi, ont préféré un Président «musclé» à un Président Soliveau. La constitution, établie par De Gaulle pour son usage personnel, donne au Président des pouvoirs exorbitants : il définit la politique de la France tranche et décide sans demander l'avis de l'assemblée nationale.

Le Conseil des ministres, lui-même, n'est plus qu'un conseil d'approbation de ce qui a été décidé à l'Elysée et à l'Hôtel Matignon. Mais, dira-t-on, il reste du moins à l'assemblée une prérogative essentielle : le vote du budget. Hélas ! on sait que, par l'artifice du vote bloqué, le pouvoir peut imposer sa volonté. Le régime présidentiel a ainsi enlevé toute autorité à l'Assemblée nationale : le peuple n'est plus souverain, la volonté populaire est bafouée et le bulletin de vote n'est qu'un chiffon de papier.

Cependant l'électeur, même s'il a conscience de l'inefficacité du suffrage universel et de l'impuissance des assemblées parlementaires, ira voter, car il a l'espérance tenace et croit tou-

jours à un miracle possible. Une nouvelle majorité peut entraîner une nouvelle politique génératrice de progrès social et de réformes profondes. Certes, le lamentable échec du bloc des gauches en 1924 et du Front populaire en 1936 montre que les majorités de «progress» finissent dans le marais de l'Union nationale : mais, cette fois-ci, cela changera ! Le changement ! Voilà le maître-mot, la grande illusion. Tout le monde parle de changement, tout le monde veut du changement. Pour les uns, le bon choix c'est le changement «sans risques», pour les autres c'est l'application du programme commun ou plutôt, comme dit Monsieur Marchais, d'un «bon» programme commun. Mais que va-t-on changer ? Il n'est question, ni à droite, ni à gauche de toucher aux structures fondamentales de la société capitaliste. Le régime de propriété, le principe de la hiérarchie, la direction des entreprises sont intangibles. L'armée et la force de dissuasion ont les faveurs de la droite et de la gauche et personne ne demande la suppression de ce scandale permanent qu'est la Légion étrangère ! Le parti communiste rejoint les gaullistes inconditionnels, les Debrés Chirac pour défendre «l'indépendance nationale». Pour dénoncer l'Europe germano-américaine, il fait appel au chauvinisme imbécile qui sommeille au cœur de tant de Français, et il se fait le champion du nationalisme intégral ! Sur des problèmes essentiels la gauche et la droite sont bien d'accord : surtout pas de changement ! On objectera que socialistes et communistes vont modifier profondément les structures économiques : la droite et le patronat français dénoncent le spectre du collectivisme et prédisent le chaos. Feinte pour créer la panique parmi les imbéciles ! Le ou les programme commun est pur de tout collectivisme. On y parle beaucoup de nation et de nationalisations, alors qu'il s'agit d'Etat et d'étatisations. On vante les bienfaits d'une soi-disant autogestion qui concède aux ouvriers un droit de regard uniquement sur les problèmes subalternes de l'entreprise... en les écartant de la direction et qui tend à l'intégration du syndicalisme dans l'Etat. Pense-t-on sérieusement qu'il y aura quelque chose de changé, lorsque certaines entreprises passeront du capitalisme privé au capitalisme d'Etat... avec les versements d'indemnités substantielles à la charge de la collectivité ?

Mais il est un «changement» attendu de tous... et promis par tous les partis : décentraliser la France, étendre les libertés communales, donner une vie réelle aux régions, réduire l'emprise de l'Etat et de sa bureaucratie. Hélas ! tous les partis sont d'accord pour maintenir un Etat fort, une France indivisible, pour s'opposer à toute autonomie des régions et à tout fédéralisme. L'Etat restera centralisé et les promesses resteront lettre morte, avec la bénédiction de tous les chefs de partis.

Rien de fondamental ne sépare la droite de la gauche. Et d'ailleurs existe-t-il une droite et une gauche ? La majorité unie et l'opposition unie n'ont pas attendue les élections pour se désunir. Chiraquiens contre Mitterrand : rivalités de personnes, querelles de boutiques, bagarres entre chefs de gangs pour s'emparer du pouvoir. La «bataille électorale» est une foire d'empoigne où chaque parti essaye d'arracher des électeurs au parti-frère, car ce qui importe pour les bandes rivales c'est le nombre de sièges et de porte-feuilles ministériels possibles. Les électeurs de droite et les électeurs de gauche seront — comme d'habitude — les éternels cocus. La nouvelle majorité présente déjà ses principaux facteurs de désunion, incapable de se mettre d'accord sur un programme unique, chacun ayant le sien et y tenant dur comme fer. Le peuple souverain, quant à lui, fier d'avoir accompli son devoir civique, est entré en demi létargie fin prêt pour dormir du sommeil du juste pendant quelques années.

L'électeur, s'il réfléchit un peu, devrait conclure à l'inutilité du vote et à l'impossibilité de faire «un bon choix». Dégoûté des grands partis, renonçant à voter «utile», mais incapable de résister à l'appel des urnes, il peut livrer un baroud d'honneur et voter pour quelque candidat marginal : écologiste ou d'extrême-gauche. Vote sans portée, mais qui réserve des surprises. Ne voit-on pas des ultra-gauchistes qui après avoir stigmatisé l'opportunisme du parti communiste, annoncent leur intention de voter au second tour pour la «gauche», afin sans doute de «barrer la route à la réaction». Refuser sa voix aux politiciens des grands partis, pour la donner aux rigolos des groupuscules : est-ce vraiment une solution ?

S'abstenir, c'est faire preuve de sagesse. Si les anarchistes conseillent l'abstention, ils n'en font pas une question de principe. L'anarchisme ne s'exprime par aucun catéchisme, n'impose pas une règle de conduite autoritaire, ne prononce aucun veto, aucune interdiction. Ne posons pas l'anathème sur celui qui croit devoir voter : aussi bien son geste est sans importance... Il est même des cas où participer au jeu électoral donnerait quelque satisfaction à imaginer une circonscription où un Barre, un Chirac, un Marchais ou un Mitterrand serait en position critique. Apporter sa voix à l'adversaire serait un moyen de débarrasser la scène politique d'un de ces malfaisants pantins. Hélas ! ce n'est qu'un rêve, car les bougres ont su se choisir des circonscriptions de tout repos où leur succès est garanti...

Si vous avez voté, dites-vous bien que ce n'est qu'un jeu. Le véritable combat se livre loin des urnes. Les réformes profondes, le changement réel ne sont pas octroyés : on les conquiert par la force du poignet, par l'action directe quotidienne, par un long effort, on ne les attend pas comme un pourboire en récompense d'un bulletin de vote.

Jean BARRUÉ